

**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES  
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

Commune de Collongues  
(Alpes-Maritimes)

Saisine n° 2008-0241 bis  
(*Contrôle n° 2008-0516 bis*)

Articles L. 1612-5  
du code général des collectivités territoriales

Saisine n° 2008-0278 bis  
(*Contrôle n° 2008-0527 bis*)

Articles L. 1612-15  
du code général des collectivités territoriales

Article L.232-1  
du code des juridictions financières

Séances des 17 juin et 18 juillet 2008

## **A V I S**

***La chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur,***

STATUANT en formation de section :

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-4, L. 1612-5, L. 1612-9, L. 1612-15, L. 1612-19, R. 1612-19 à R. 1612-22, R. 1612-32 à R. 1612-35 ;

**VU** le code des juridictions financières ;

**VU** les lois, décrets et règlements relatifs aux budgets des communes ;

**VU** la lettre du 18 avril 2008 et la télécopie du 20 mai 2008, enregistrées au greffe de la chambre, respectivement le 24 avril et le 20 mai, par lesquelles le préfet des Alpes-Maritimes a saisi la chambre de l'absence d'équilibre réel du budget primitif 2008 de la commune de Collongues puis de la non-inscription d'une dépense obligatoire ;

**VU** les pièces jointes au dossier ;

**VU** les lettres des 28 avril et 20 mai 2008, par lesquelles le maire a été invité par la chambre à lui communiquer ses observations ;

**VU** les observations et documents reçus par le magistrat instructeur jusqu'au 26 mai 2008 ;

VU le projet de budget primitif 2008 ;

Après avoir entendu M. Pierre Berthet, premier conseiller, en son rapport ;

### **EMET L'AVIS SUIVANT :**

#### **SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE**

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales dispose :

*«Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue aux articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération.*

*La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.*

*Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite» ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 1612-15 du même code dispose :

*«Ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.*

*La chambre régionale des comptes saisie, soit par le représentant de l'Etat dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la collectivité territoriale concernée.*

*Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'Etat d'inscrire cette dépense au budget et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'Etat dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite» ;*

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article R. 1612-34 du code général des collectivités territoriales, *«La chambre régionale des comptes se prononce sur la recevabilité de la demande. Elle constate la qualité du demandeur et, s'il y a lieu, l'intérêt à agir» ;*

**CONSIDÉRANT** que la saisine du préfet des Alpes-Maritimes contestant l'équilibre du budget primitif 2008 de la commune de Collongues est intervenue dans le délai de trente jours prévu par l'article L. 1612-5 du code général des collectivités territoriales et a été complétée par une lettre du 20 mai 2008 sur le fondement de l'article L. 1612-15 ;

**CONSIDÉRANT** que de nouvelles informations ont été portées à la connaissance de la chambre jusqu'au 11 juillet 2008 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence, la saisine du préfet des Alpes-Maritimes est recevable et qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles L. 1612-5 et L. 1612-15 du même code ;

## **SUR LE FOND**

### **SUR LE CARACTERE OBLIGATOIRE DES INTERETS D'EMPRUNTS**

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article R. 1612-35 du code général des collectivités territoriales : «*La chambre régionale des comptes se prononce sur le caractère obligatoire de la dépense*» ; que dans sa saisine, le préfet relève que le montant des crédits inscrits au compte 66111 est insuffisant pour couvrir le paiement des emprunts souscrits par la commune ;

**CONSIDÉRANT** que les intérêts d'emprunts à régler par la commune ont un caractère obligatoire ; que celle-ci ne conteste pas leur montant de 2 072,37 € ; la différence constatée, 900,00 € selon la saisine du préfet, entre les crédits inscrits au compte 66111 et les crédits nécessaires au paiement des intérêts des emprunts, relève d'une erreur de plume ;

**CONSIDÉRANT** que le montant des intérêts des emprunts est certain, liquide, à échoir en cours d'exercice, et non contesté ;

### **SUR LE DESEQUILIBRE DU BUDGET**

**CONSIDÉRANT** que selon l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales, qui dispose : «*Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice*» ;

**CONSIDÉRANT** que la saisine du préfet précise que :

- *«en ce que concerne les opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement, 3 000 € sont inscrits en dépenses et 44 860 € en recettes ;*
- *en ce que concerne les opérations d'ordre de section à section, 3 000 € sont inscrits en dépenses de fonctionnement, sans contrepartie en recettes d'investissement ;*

Qu'il s'agit là de deux erreurs :

- *41 860 € ont été inscrits au compte 1323 sous le chapitre 041, alors qu'il s'agit d'une opération réelle à inscrire au compte 1323 sous l'opération 144 ;*
- *les 3 000 € inscrits en dépenses et en recettes d'investissement (compte 2111) ainsi qu'en dépenses de fonctionnement (compte 675) n'ont pas lieu d'être ; il s'agit en effet d'une écriture de cession d'immobilisation qui a été passée dans des conditions non-conformes à la nouvelle nomenclature M. 14» ;*

**CONSIDÉRANT** que, sans qu'il soit nécessaire d'en apprécier la pertinence quant au fond, les délibérations modificatives adoptées le 24 mai 2008 par le conseil municipal de Collongues, l'ont été en méconnaissance des dispositions de l'article L. 1612-9 du code des collectivités territoriales et qu'elles sont, de ce fait, dépourvues de caractère exécutoire ;

**CONSIDÉRANT** que les opérations d'ordre de section à section, pour un montant de 3 000 €, sont inscrits en dépenses de fonctionnement sans contrepartie en recette d'investissement ; qu'un montant de 41 860,00 € a été inscrit au chapitre 1323 sous le chapitre 041, alors qu'il s'agit d'une opération réelle à inscrire au compte 1323 sous l'opération 144 ; qu'il apparaît cependant que la somme de 41 860,00 € n'a pas un caractère certain, comme examiné ultérieurement ; que la somme de 3 000 € est inscrite indûment en dépenses et en recettes d'investissement (compte 2111), ainsi qu'en dépenses et en recettes de fonctionnement (comptes 675 et 775) ; qu'elle doit être inscrite au compte 024 en recettes d'investissement ;

**CONSIDÉRANT** de surcroît que l'examen du budget révèle que diverses recettes et dépenses de fonctionnement n'ont pas été correctement évaluées ;

### **SUR LES PROPOSITIONS D'ÉQUILIBRE DU BUDGET**

**CONSIDÉRANT** qu'après reprise et affectation des résultats de l'exercice 2007, un montant de 70 779,36 € est inscrit en recettes de fonctionnement au compte 002 ; qu'un montant de 45 669,00 € est inscrit en recettes d'investissement au compte 001 ; que 43 327,39 € sont affectés en réserve au compte 1068 ;

#### **✓ S'agissant de la section de fonctionnement :**

- En recettes

**CONSIDÉRANT** que les taux de contribution directe n'ont pas été votés ; que le produit attendu, 19 817 € résultant de l'application des taux de 2007 doit être retenu, à savoir : 15,20 % pour la taxe d'habitation, 15,50 % pour la taxe foncière, 51 % pour la taxe foncière non bâtie et 25,50 % pour la taxe professionnelle ;

**CONSIDÉRANT** que le chapitre 74 «Dotations et autres participations», d'un montant de 90 564 €, doit être diminué de 8 436 € et arrêté à 82 128 € selon le détail suivant :

- le compte 74121 «Dotation solidarité rurale 1<sup>ère</sup> fraction», d'un montant de 2 865 € doit être augmenté de 1 206 € et arrêté à 4 071 € ;
- le compte 74127 «Dotation nationale de péréquation» non doté est arrêté à 4 072 € ;
- le compte 742 «Dotation aux élus locaux», d'un montant de 2 617 € doit être augmenté de 64 € et arrêté à la somme de 2 681 € ;
- le montant de 2 000 € «Autres participations de l'Etat» au compte 74718, ne peut être confirmé en l'absence de justification ;
- le compte 7473 «Participation du département», d'un montant de 4 000 € doit être augmenté de 3 000 € et porté à 7 000 € ;
- le montant de 1 000 € au compte 7478 «Participations autres organismes» ne peut être confirmé en l'absence de justifications ;
- le montant de 40 000 € «Fond départemental de taxe professionnelle» au compte 74832, doit être diminué de 15 000 €, la somme arrêtée étant de 25 000 € ;
- le compte 74834 «Etat-compensation au titre des exonérations des taxes foncières», non doté, est arrêté à la somme de 744 € ;
- le compte 74835 «Etat-compensation au titre des exonérations de la taxe d'habitation», d'un montant de 1 000 € doit être augmenté de 478 € et arrêté à la somme de 1 478 € ;

**CONSIDÉRANT** que le compte 768 «Autres produits financiers», d'un montant de 275 € ne peut être confirmé ;

**CONSIDÉRANT** que la somme de 3 000 €, inscrite au compte 775, doit être annulée et portée en recettes d'investissement au compte 024 ainsi qu'exposé ultérieurement ;

**CONSIDÉRANT** que la somme de 1 500 € inscrite au compte 771 «Produits exceptionnels sur opération de gestion» doit être annulée ;

- En dépenses

**CONSIDÉRANT** que les dépenses de fonctionnement prévues au projet de budget aux comptes 011 «Charges à caractère général» et 65 «Autres charges de gestion courante» correspondent aux dépenses constatées sur le compte de gestion 2007 et doivent être confirmées pour des montants respectifs de 67 630 € et 27 450 € ;

**CONSIDÉRANT** que les dépenses inscrites au compte 64112 «NBI Supplément familial de traitement et indemnité de résidence », d'un montant de 5 000 €, doivent être supprimées ; que la somme de 1 172,37 € inscrite au compte 6611 «Intérêts des emprunts», insuffisante, est arrêtée à 2 074 € par une augmentation de 901,63 € ; que l'opération d'ordre au compte 675, pour un montant de 3 000 €, doit être annulée ; que l'inscription au compte 023 «Virement à la section d'investissement», d'un montant de 104 757,99 € doit être diminuée de 4 295,63 € et arrêtée à 100 462,36 € ;

✓ **En section d'investissement :**

- En recettes

**CONSIDÉRANT** que le montant de 157 877,24 € du chapitre 13 «Subvention d'investissement» doit être maintenu ; que le montant inscrit au compte 1068 de 43 327,39 € doit aussi être maintenu ; que la somme de 3 000 € inscrite au chapitre 041 «Opérations patrimoniales à l'intérieur de la section» doit être inscrite au chapitre 024 «Produits des cessions» ; que l'inscription au compte 021 «Virement de la section de fonctionnement», d'un montant de 104 757,99 € doit être diminuée de 4 295,63 € et arrêtée à 100 462 36 € ; que la somme de 41 860 € inscrite indûment dans les opérations d'ordre au chapitre 041 ne peut être retenue au titre des opérations réelles au compte 1323 «Subventions du département», en l'absence de pièces justificatives ;

- En dépenses

**CONSIDÉRANT** que le montant des restes à réaliser de 129 202,27 € est conforme au compte de gestion 2007 ;

**CONSIDÉRANT** que, parmi les opérations nouvelles, le montant prévu de 74 757,99 € «Réfection des rues du village» peut être diminué de 43 184,27 € et arrêté à la somme de 31 573,72 € ; que la somme de 16 671,36 € inscrite au compte 1641 doit être augmentée de 28,64 € et fixé à 16 700 € ; qu'il y a lieu de supprimer la somme de 3 000 € inscrite au compte 2111 du chapitre 041 «Opérations patrimoniales à l'intérieur de la section» ;

**En ce qui concerne le budget du centre communal d'action sociale (CCAS) :**

**CONSIDÉRANT** que ce projet de budget n'appelle aucune observation ;

**En ce qui concerne le budget de l'assainissement :**

**CONSIDÉRANT** que ce projet de budget n'appelle aucune observation ;

**Par ces motifs,**

**1/ DÉCLARE** la saisine recevable au titre des articles L. 1612-5 et L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales ;

**2/ DIT** que la dépense, dont l'inscription au budget de la commune est demandée, revêt un caractère obligatoire pour un montant complémentaire de 901,63 €, soit au total un montant de 2 074 € ;

**3/ CONSTATE** que le budget primitif 2008 de la commune de Collongues n'a pas été voté en équilibre réel ;

**4/ PROPOSE** au préfet des Alpes-Maritimes de régler le budget primitif 2008 de la commune de Collongues sur les bases explicitées ci-dessus, chiffrées en annexe et de maintenir les taux des contributions directes de 2007, soit :

- 15,20 % pour la taxe d'habitation,
- 15,50 % pour le foncier bâti,
- 51,00 % pour le foncier non bâti ;
- 25,50 % pour la taxe professionnelle ;

**5/ DEMANDE** au conseil municipal de la commune de Collongues de délibérer sur les présentes propositions dans le délai d'un mois, à compter de la notification du présent avis et de transmettre à la chambre régionale des comptes, ainsi qu'au représentant de l'Etat, huit jours après son adoption, copie de la délibération qui sera ainsi prise ;

**6/ DIT** que le présent avis sera notifié au préfet des Alpes-Maritimes et au maire de Collongues qui devra informer l'assemblée délibérante et la réunir dans le délai d'un mois précité pour la délibération demandée et qu'une ampliation sera adressée au trésorier-payeur général des Alpes-Maritimes ;

Le premier conseiller rapporteur,

Le président de section,

Pierre BERTHET

Eric PEREZ

# ANNEXE

## PROPOSITION DE BUDGET PRIMITIF 2008

| <b>depenses de fonctionnement</b>                    |   |                              |                                   |                   |
|--|---|------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| <b>chapitre</b>                                      | <b>libellé</b>                          | <b>propositions<br/>2008</b> | <b>propositions de<br/>la CRC</b> | <b>différence</b> |
| 011  | charges à caractère général             | 67 630,00                    | 67 630,00                         | 0,00              |
| 012  | charges de personnel et frais assimilés | 60 340,00                    | 55 340,00                         | -5 000,00         |
| 014  | atténuations de charges                 | 0,00                         |                                   | 0,00              |
| 65   | autres charges de gestion courante      | 27 450,00                    | 27 450,00                         | 0,00              |
| 66   | charges financières                     | 1 172,37                     | 2 074,00                          | 901,63            |
| 67   | charges exceptionnelles                 | 0,00                         | 0,00                              | 0,00              |
| 022  | dépenses imprévues                      | 0,00                         | 0,00                              | 0,00              |
| <b>total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |   | <b>156 592,37</b>            | <b>152 494,00</b>                 | <b>-4 098,37</b>  |
| 023  | virement à la section d'investissement  | 104 757,99                   | 100 462,36                        | -4 295,63         |
| 042  | opérations d'ordre entre section        | 3 000,00                     | 0,00                              | -3 000,00         |
| 043  | opérations d'ordre à l'int              | 0,00                         | 0,00                              | 0,00              |
| <b>total des dépenses d'ordre</b>                    |   | <b>107 757,99</b>            | <b>100 462,36</b>                 | <b>-7 295,63</b>  |
| <b>total des dépenses</b>                            |   | <b>264 350,36</b>            | <b>252 956,36</b>                 | <b>-11 394,00</b> |
| <b>recettes de fonctionnement</b>                    |   |                              |                                   |                   |
| 013  | atténuations de charges                 | 0,00                         | 0,00                              | 0,00              |
| 70   | produits des services et du domaine     | 1 100,00                     | 1 100,00                          | 0,00              |
| 73   | impôts et taxes                         | 73 000,00                    | 74 817,00                         | 1 817,00          |
| 74   | dotations et subventions                | 90 564,00                    | 82 128,00                         | -8 436,00         |
| 75   | autres produits de gestion              | 24 132,00                    | 24 132,00                         | 0,00              |
| 76   | produits financiers                     | 275,00                       | 0,00                              | -275,00           |
| 77   | produits exceptionnelles                | 4 500,00                     | 0,00                              | -4 500,00         |
| <b>total des recettes réelles de fonctionnement</b>  |   | <b>193 571,00</b>            | <b>182 177,00</b>                 | <b>-11 394,00</b> |
| 042  | opérations d'ordre entre section        | 0,00                         | 0,00                              | 0,00              |
| 043  | opérations d'ordre à l'int              | 0,00                         | 0,00                              | 0,00              |
| <b>total des recettes d'ordre</b>                    |   | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>       |
| <b>total des recettes</b>                            |   | <b>193 571,00</b>            | <b>182 177,00</b>                 | <b>-11 394,00</b> |
| <b>résultat antérieur reporté</b>                    |   | <b>70 779,36</b>             | <b>70 779,36</b>                  |                   |
| <b>total recettes de fonctionnement<br/>cumulées</b> |   | <b>264 350,36</b>            | <b>252 956,36</b>                 |                   |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| chapitre | libellé  | restes à réaliser | budget 2008       | total restes à réaliser + budget 2008 | propositions de la CRC | total restes à réaliser + propositions CRC | DIFFERENCE        |
|----------|--|-------------------|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--|-------------------|
| 20       | immobilisations incorporelles                      |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 204      | subventions d'équipement versées                   |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 21       | immobilisations corporelles                        |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 22       | immobilisations reçues en affectation              |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 23       | immobilisations en cours                           |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
|          | total des opérations d'équipement                  | 129 202,27        | 247 617,99        | 376 820,26                            | 204 433,72             | 333 635,99                                 | -43 184,27        |
|          | <b>total des dépenses d'équipement</b>             | <b>129 202,27</b> | <b>247 617,99</b> | <b>376 820,26</b>                     | <b>204 433,72</b>      | <b>333 635,99</b>                          | <b>-43 184,27</b> |
| 10       | dotations, fonds divers et réserves                |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 13       | subventions d'investissement                       |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 16       | emprunts et dettes assimilées                      | 0,00              | 16 671,36         | 16 671,36                             | 16 700,00              | 16 700,00                                  | 28,64             |
| 18       | compte de liaison: affectation                     | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 26       | particip, créances rattachées à des particip,      |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 27       | autres immo financières                            |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 020      | dépenses imprévues                                 |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
|          | <b>total dépenses financières</b>                  | <b>0,00</b>       | <b>16 671,36</b>  | <b>16 671,36</b>                      | <b>16 700,00</b>       | <b>16 700,00</b>                           | <b>28,64</b>      |
| 45       | <b>op pour compte de tiers</b>                     |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
|          | <b>total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>129 202,27</b> | <b>264 289,35</b> | <b>393 491,62</b>                     | <b>221 133,72</b>      | <b>350 335,99</b>                          | <b>-43 155,63</b> |
| 040      | opérations d'ordre entre section                   |                   | 0,00              | 0,00                                  |                        |  |                   |
| 041      | opérations d'ordre à l'int                         | 0,00              | 3 000,00          | 3 000,00                              |                        |  |                   |
|          | <b>total des dépenses d'ordre</b>                  | <b>0,00</b>       | <b>3 000,00</b>   | <b>3 000,00</b>                       | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                | <b>-3 000,00</b>  |
|          | <b>total des dépenses d'investissement</b>         | <b>129 202,27</b> | <b>267 289,35</b> | <b>396 491,62</b>                     | <b>221 133,72</b>      | <b>350 335,99</b>                          | <b>-46 155,63</b> |
|          | résultat antérieur reporté                         |                   |                   |                                       |                        | 0,00                                       |                   |
|          | <b>total dépenses d'investissement cumulées</b>    |                   |                   |                                       |                        | <b>350 335,99</b>                          |                   |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| chapitre   | libellé   | restes à réaliser | budget 2008       | total restes à réaliser + budget 2008 | propositions de la CRC | total restes à réaliser + propositions CRC |                   |
|--|---|-------------------|-------------------|---------------------------------------|------------------------|--|-------------------|
| 13   | sub d'investissement                            | 157 877,24        | 0,00              | 157 877,24                            | 0,00                   | 157 877,24                                 | 0,00              |
| 16   | emprunts et dettes assimilées                   | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 20   | immobilisations incorporelles                   | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 204  | subventions d'équipement versées                | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 21   | immobilisations corporelles                     | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 22   | immobilisations reçues en affectation           | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 23   | immobilisations en cours                        | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| <b>total des recettes d'équipement</b>             |   | <b>157 877,24</b> | <b>0,00</b>       | <b>157 877,24</b>                     | <b>0,00</b>            | <b>157 877,24</b>                          |                   |
| 10   | dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       |                   |
| 1068   | excédents de fct capitalisés                    | 0,00              | 43 327,39         | 43 327,39                             | 43 327,39              | 43 327,39                                  | 0,00              |
| 138  | autres sub d'investissement non transf          |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 18   | compte de liaison: affectation                  |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 26   | particip, créances rattachées à des particip,   |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 27   | autres immo financières                         |                   |                   |                                       |                        |  |                   |
| 024  | produits des cessions                           |                   |                   |                                       |                        | 3 000,00                                   |                   |
| <b>total des recettes financières</b>              |   | <b>0,00</b>       | <b>43 327,39</b>  | <b>43 327,39</b>                      | <b>43 327,39</b>       | <b>46 327,39</b>                           | <b>3 000,00</b>   |
| <b>45</b>  | <b>op pour comptes de tiers</b>                 | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00              |
| <b>total des recettes réelles d'investissement</b> |   | <b>157 877,24</b> | <b>43 327,39</b>  | <b>201 204,63</b>                     | <b>43 327,39</b>       | <b>204 204,63</b>                          | <b>3 000,00</b>   |
| 021  | virement de la section de fonctionnement        | 0,00              | 104 757,99        | 104 757,99                            | 100 462,36             | 100 462,36                                 | -4 295,63         |
| 040  | opérations d'ordre entre section                | 0,00              | 0,00              | 0,00                                  | 0,00                   | 0,00                                       | 0,00              |
| 041  | opérations d'ordre à l'int                      | 0,00              | 44 860,00         | 44 860,00                             | 0,00                   | 0,00                                       | -44 860,00        |
| <b>total des recettes d'ordre d'investissement</b> |   | <b>0,00</b>       | <b>149 617,99</b> | <b>149 617,99</b>                     | <b>100 462,36</b>      | <b>100 462,36</b>                          | <b>-49 155,63</b> |
| <b>total des recettes d'investissement</b>         |   | <b>157 877,24</b> | <b>192 945,38</b> | <b>350 822,62</b>                     | <b>143 789,75</b>      | <b>304 666,99</b>                          | <b>-46 155,63</b> |
|  | <b>résultat antérieur reporté</b>               |                   |                   | 45 669,00                             | 45 669,00              | 45 669,00                                  | 0,00              |
|  | <b>total recettes d'investissement cumulées</b> |                   |                   | <b>396 491,62</b>                     | <b>189 458,75</b>      | <b>350 335,99</b>                          | <b>-46 155,63</b> |